

Vladyslav Ostroverkhov

Université d'état agrotechnologique

de Tavia de Dmytro Motorny

ostroverkhovvlad2@gmail.com

Superviseure scientifique: Vynogradova M.S.,

maître-assistant du département des langues étrangères

LES PROBLÈMES DE LA DÉCENTRALISATION ET LE RÔLE DE L'AUTONOMIE LOCALE DANS LES PROCESSUS DE SA RÉFORME

Le but de l'étude est d'analyser les processus liés à la réforme de l'organisation administrative-territoriale et à la réforme de la décentralisation, d'identifier les avantages et les inconvénients, de définir les problèmes et de trouver les moyens de les résoudre, de systématiser l'essence et le sens de tous les actes juridiques normatifs liés à la réforme.

L'objet de la recherche est la Résolution de la Verkhovna Rada "Sur la formation et la liquidation des districts" et d'autres réglementations antérieures à cette résolution.

Les réformes de la structure administrative-territoriale et de la décentralisation visent à modifier la carte administrative, en particulier, à accroître les pouvoirs des collectivités territoriales et des organes d'autonomie locale.

La réforme de la décentralisation a officiellement commencé après le passage de l'Ukraine à l'indépendance en 1991. La Constitution a été adoptée en 1996 et comporte une partie distincte. En 1997, la première Verkhovna Rada a approuvé un grand nombre de documents, dont la Charte européenne de l'autonomie locale, et a adopté un certain nombre de lois régissant les relations entre le gouvernement central et l'administration locale. L'une d'elles est la loi ukrainienne "Sur les administrations publiques locales" et "Sur les conseils locaux", qui déterminent la forme et le mécanisme d'interaction entre l'administration et ses représentants. Par exemple, si le

budget de la ville est approuvé, le service administratif, représenté par le comité exécutif, proposera un projet de budget de la ville sur la base de ses experts et des données statiques. Et le conseil municipal

l'approuve ou apporte des modifications.

Depuis 17 ans, les gens discutent des pouvoirs de différentes branches du pouvoir exécutif et législatif, à savoir l'influence du gouvernement, du parlement et du président sur la vie de certains lieux. La principale composante de la décentralisation est la réforme des régions administratives. Il s'agit d'un ensemble de mesures, y compris des modifications constitutionnelles, visant à façonner la politique régionale et à équilibrer les conditions économiques régionales. Le document juridique officiel qui a lancé la réforme de la décentralisation du pouvoir de Groysman est le "Concept de la réforme des organes d'autonomie gouvernementale et des organes d'autonomie locale" qui fixe des objectifs prioritaires et favorise le développement régional.

Un autre document représente la loi sur l'association volontaire des collectivités territoriales, qui permet aux villages et aux agglomérations de former des OTG (Communautés territoriales unies). Selon cette loi, toute localité et tout village peut s'unir pour atteindre certains objectifs et former un seul organe d'autonomie locale (comité OTG). Ces établissements peuvent être réunis aux conditions suivantes:

1. Les autres collectivités territoriales ayant des représentants de l'autonomie locale ne peuvent pas faire partie d'autre collectivité territoriale unie;
2. La communauté territoriale unie est indivisible et sa frontière est déterminée par une frontière extérieure relevant de la juridiction de la communauté territoriale unie ;
3. La communauté territoriale unie doit être située sur le territoire de la République autonome de Crimée, de l'État;

4. Les facteurs historiques, naturels, ethniques, culturels et autres influençant le développement socio-économique des collectivités territoriales doivent être pris en compte lors de la prise de la décision sur l'association volontaire des collectivités territoriales;

5. La qualité et la disponibilité des services publics fournis par les collectivités territoriales unies ne peuvent être inférieures à ce qu'elles étaient avant l'unification.

La prochaine étape dans la mise en œuvre de la réforme est la redistribution des recettes fiscales entre l'État et les villes. Cette étape s'appelle la réforme financière.

Suite aux modifications des codes des impôts et du budget du 17 septembre 2020, les autorités locales se sont vu accorder davantage d'opportunités, de pouvoirs et de ressources financières adéquates pour accroître leur capacité économique.

Les communautés solidaires gèrent notamment:

- 60% d'impôt sur le revenu des personnes physiques;
- 100% de taxe foncière;
- 100% de la taxe unique;
- 5% de la taxe d'accise sur le commerce de détail (tabac, alcool, produits pétroliers);
- 100% d'impôt sur le revenu des institutions de propriété communale OTG;
- 100% des paiements pour les services administratifs;
- 25% de taxe environnementale;
- autres frais et charges, transferts intergouvernementaux et recettes provenant de programmes et de subventions.

Le gouvernement a créé un fonds de développement régional. Lorsque des subventions sont allouées aux régions sous-développées pour le développement des infrastructures, ces régions et le montant est fixé par la loi "Sur le budget de l'Etat". Actuellement, 1460 OTG ont été formés. Elles ont pleinement achevé leur formation lors des élections locales du 25 octobre 2020, lorsque le conseil légitime de l'OTG est déjà élu.

La décentralisation a également touché les sphères sociales – l'éducation et le système de santé. Mais tout n'est pas aussi clair que cela puisse paraître à première vue. En matière d'éducation, le gouvernement s'est donné pour mission d'accéder à la qualité égale de l'enseignement secondaire en modifiant les principes de financement des écoles. Afin d'assurer l'égalité d'accès aux savoirs, le Conseil des ministres a approuvé une nouvelle procédure pour les activités des districts éducatifs et des écoles secondaires de base. Cette procédure permet de créer des écoles de soutien sur le terrain, qui seront équipées avec des laboratoires de physique, de chimie, de biologie, de géographie, de mathématiques, etc. pour le processus éducatif moderne. La création et l'équipement de ces établissements d'enseignement sont prévus non seulement aux dépenses des budgets locaux, mais seront également financés par le budget de l'État.

Quant au système de santé, désormais le droit de construire des hôpitaux est donné aux villes et le financement de ces hôpitaux est confié au budget local (avec de fortes restrictions). Il est également prévu d'établir un ensemble garanti de services médicaux et de médicaments, que chaque citoyen pourra recevoir gratuitement. Les soins immédiats, primaires et palliatifs seront fournis gratuitement.

L'aspect suivant de la réforme est la mise en place d'institutions d'un ancien du village et de préfets. Le chef de la communauté territoriale unie est un fonctionnaire de l'autonomie locale dans un village qui avec d'autres localités s'unit volontairement en une seule communauté territoriale. Il est élu par les habitants du village ou de l'agglomération pour la durée du mandat du conseil local de la collectivité territoriale unifiée et il est aussi le membre du comité exécutif de la collectivité territoriale unie.

Selon la loi, le maire a les pouvoirs suivants:

- représenter les intérêts des habitants du village, faire parti des organes exécutifs du conseil local de la collectivité territoriale unie;
- aider les habitants du village, les aider dans la préparation des documents soumis aux gouvernements locaux;

- participer à l'élaboration du projet de budget de la collectivité territoriale en matière de financement des programmes mis en œuvre dans la commune;

- faire des propositions au comité exécutif du conseil local sur les activités dans le village concerné, l'établissement des organes exécutifs du conseil local, les entreprises, les institutions, les organisations de propriété communale et leurs responsables.

Il peut aussi avoir d'autres pouvoirs établis par le règlement sur le chef de la communauté territoriale unie adopté par le conseil de la communauté unie.

Le préfet est un fonctionnaire qui, sur le territoire qui lui est confié, supervise le respect de la Constitution et des lois de l'Ukraine par les autorités locales, coordonne les activités des organes territoriaux, des organes exécutifs centraux, assure la mise en œuvre des programmes de l'État, dirige et organise les activités des organes territoriaux, des organes exécutifs centraux, leur interaction avec les autorités locales en état de guerre ou d'urgence environnementale. En outre, le préfet peut exercer d'autres pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution et les lois de l'Ukraine.

Cette réforme présente un certain nombre de problèmes qui peuvent affecter considérablement le résultat de la décentralisation. Le premier problème concerne le changement de la carte administrative. Malheureusement, les points de vue de certains OTG et villes ont été ignorés ou n'ont pas été entendus. L'Association des villes a exprimé son mécontentement face à cette réforme. Un autre problème auquel l'État est confronté est la corruption et le lobbying des intérêts de certaines grandes entreprises.

Le problème suivant est le manque de pouvoirs clairement définis des préfets d'arrondissement, c'est ce qu'ont dit les candidats lors de la présentation de leurs problèmes dans la plupart des arrondissements.

Un autre problème est le principe du financement des établissements d'enseignement primaire et secondaire, en particulier, des écoles. En Ukraine, il y a

un gros problème avec la qualité de l'éducation, en particulier, aux écoles. La plupart des écoles sont en mauvais état. Et dans la plupart des villages et des villes, il n'y en a pas du tout. Il existe deux solutions à chaque problème de l'Ukraine et les problèmes d'éducation et de soins de santé ne font pas exception. Il s'agit d'un système d'application de la loi solide et d'une redistribution des dépenses publiques pour augmenter les dépenses de santé et d'éducation.

En conclusion, on peut noter que bien que beaucoup d'experts condamnent la réforme de la décentralisation, si nous analysons l'histoire et le résultat en profondeur, nous pouvons arriver à une conclusion positive. Cette réforme a contribué au développement de l'autonomie locale et des collectivités locales, en particulier. Elle a accru le rôle des autorités locales et a augmenté la taille du budget, ce qui peut être positif pour le développement de la région. Mais cela ne peut pas mentionner sans équivoque à cause de la corruption.

Références

1. Децентралізація: новий етап. Основні завдання на період до 2020 року. URL : <https://www.kmu.gov.ua/news/decentralizaciya-novij-etap-osnovni-zavdannya-na-period-do-2020-roku-23012019> (dernier accès 07/05/2022).
2. Закон України “Про добровільне об’єднання територіальних громад”. URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/157-19#Text> (dernier accès 10/05/2022).
3. Постанова Верховної Ради України: Про утворення та ліквідацію районів. URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/807-20#Text> (dernier accès 07/05/2022).